

Critique de *Histoire de l'autre* : le récit palestinien

Le récit palestinien du livre *Histoire de l'autre* m'a profondément marqué par sa force émotionnelle, sa dimension historique mais aussi sa charge politique. Ce texte nous plonge dans la mémoire collective d'un peuple déraciné, trahi et réduit au silence. Contrairement au récit israélien, fondé sur la quête d'un foyer et d'une légitimité, le récit palestinien se construit davantage sur la dépossession, la spoliation et la lutte pour la reconnaissance. Dès les premières pages, on comprend que l'histoire palestinienne est une succession de ruptures. Le texte s'ouvre sur l'année 1799, marquée comme la première tentative européenne d'installer une « colonisation juive » (p.29). Ce mot, lourd de sens, revient tout au long du récit et en donne la tonalité : pour les Palestiniens, le sionisme n'est pas perçu comme un mouvement spirituel, mais bien comme un projet colonial soutenu par les puissances européennes. L'ensemble du récit questionne la légitimité historique, religieuse et morale de ce projet, tout en décrivant les conséquences humaines et identitaires de cette entreprise sur un peuple qu'on a progressivement effacé de sa propre terre.

Ce qui m'a touché, c'est aussi la dimension poétique du texte. En plus des faits, on sent la douleur d'un peuple qui, malgré la perte et l'exil, n'abandonne pas son identité à travers des poèmes. La Palestine racontée ici n'est donc pas seulement un territoire : c'est une mémoire, une appartenance, une terre spirituelle.

Le texte décrit le sionisme comme « un projet colonial en Palestine » (p.31). Cette expression m'a frappé, car elle renverse la perception traditionnelle du mouvement sioniste présenté en Occident comme un retour légitime. Ici, il devient une extension du colonialisme européen. On y lit que le sionisme « transforme une appartenance religieuse en sentiment national », ce qui, selon les historiens palestiniens, marque le passage d'une foi à une idéologie. Mais peut-on vraiment réduire ce mouvement à un projet politique ? Ou faut-il y voir la manifestation d'une double souffrance : celle des Juifs persécutés et celle des Palestiniens dépossédés ?

Le récit palestinien pousse à s'interroger sur la contradiction morale d'un peuple ayant souffert de l'exil, c'est-à-dire les Juifs même si la Shoah ne sera pas abordée dans le récit, mais imposant à son tour l'exil à un autre, soit les Palestiniens. Cette idée, bien que dérangement car elle montre qu'on ne peut pas désigner un camp comme entièrement victime ou entièrement coupable, est essentielle à la compréhension du conflit. On comprend ici que pour les Palestiniens, la promesse sioniste ne répare pas une injustice : elle en crée une nouvelle.

La Déclaration Balfour en 1917 est qualifiée dans le texte de « tragédie » fondée sur « l'expropriation de la terre, l'accaparement des richesses et l'effacement de l'identité » (p.33). Cette citation traduit une profonde blessure historique des Palestiniens ce qui m'a touché. Elle dénonce non seulement la dépossession physique, mais aussi plus

symbolique : la négation d'un peuple en tant qu'acteur de son propre destin. La phrase « la Grande-Bretagne offrait une terre qu'elle ne possédait pas à un groupe à qui elle ne revenait pas » (p.45) souligne le cynisme de la diplomatie coloniale. Je me suis ainsi demandé : comment un empire peut-il disposer d'un territoire peuplé, comme s'il s'agissait d'un simple bien à céder ? Ce n'est donc ici pas seulement une injustice politique, mais une atteinte morale : il s'agit du refus de reconnaître la souveraineté d'un peuple existant.

Le récit évoque une « population autochtone » (p.33), une expression qui m'a choqué de par sa violence symbolique extrême. Être qualifié d'autochtone, c'est déjà être mis à distance de sa propre histoire et de son identité. Selon moi, c'est lié au fait que parler de « Palestiniens » reviendrait à leur reconnaître un droit légitime sur cette terre, ce que les Israéliens refusent. Ils préfèrent donc utiliser le mot « autochtones », qui reconnaît leur présence mais sans leur accorder une véritable appartenance ou souveraineté. Par la suite, la métaphore du « déracinement de la Palestine de son milieu arabe afin d'y planter un noyau colonial » illustre la volonté d'éradiquer une identité pour en imposer une autre : on a l'impression que la figure du Palestinien va disparaître à ce moment présent.

Le texte évoque le rapport de « sept États européens » (p.33) appelant à « promouvoir des troubles et des divisions dans la religion ». Ce passage révèle la stratégie politique cynique du mandat britannique : diviser les peuples pour mieux régner. On comprend alors que la naissance du conflit israélo-palestinien n'est pas seulement due à deux peuples en désaccord, mais aussi à des intérêts étrangers cherchant à affaiblir la région qui ont poussé à la haine entre ces deux peuples. En lisant ce passage, j'ai trouvé que sur ce point, les Juifs et les Palestiniens avaient tous les deux été victimes d'une instrumentalisation par des puissances qui, sous couvert de civilisation et d'intérêts, n'ont fait que semer le chaos.

Par la suite, on peut lire le fait que les immigrants juifs croyaient que les paysans palestiniens étaient « prêts à quitter leur terre si de meilleures conditions leur étaient proposées » (p.37). Cette phrase dévoile selon moi un mépris profond : on y perçoit l'arrogance d'un projet colonial, obsédé par l'argent, aveugle à la réalité humaine et fondé sur l'idée que tout, même la terre, peut s'acheter. Les immigrants projettent selon moi ici leur propre rapport à l'argent sur les Palestiniens, en pensant que ceux-ci réagiraient de la même façon qu'eux face à une offre matérielle. Le texte mentionne également le « boycott de la main-d'œuvre arabe » imposé par Ben Gourion et Ben Zvi (p.41), qui démontre une volonté d'exclusion économique et sociale. Cela m'a interpellé : comment une nation qui se construit sur la mémoire de l'exclusion peut-elle à son tour exclure ? Mais aussi : comment peut-on vouloir proposer de meilleures conditions aux Palestiniens en les excluant de l'économie ? Ces paradoxes m'ont interrogé sur la moralité du projet sioniste mais aussi sur son hypocrisie.

La « résistance arabe croissante » (p.43) n'est pas présentée, dans le récit palestinien, comme un simple mouvement politique, mais comme un acte vital : une réaction pour continuer à exister. Les Palestiniens ne se battent pas seulement pour un territoire, mais pour une reconnaissance, pour une survie morale. Ce passage m'a beaucoup fait réfléchir sur la manière dont le récit israélien a souvent été écrit : ici, la résistance apparaît non pas comme une haine gratuite envers les Juifs, mais comme une forme de dignité face à l'effacement. Dès lors, faut-il y voir une pure violence ou une réponse au désespoir ? Selon moi, il serait trop manichéen de choisir entre ces deux visions, car la vérité se situe sans doute entre les deux. Une chose est certaine toutefois : le récit palestinien m'a invité non pas à juger ni à légitimer cette violence, mais à la comprendre. Leur combat ne naît pas de la haine, mais du refus d'être effacés de l'Histoire.

La Nakba, littéralement « la catastrophe », est décrite comme « le déracinement et la dispersion du peuple palestinien » (p.67) : elle constitue le cœur du drame palestinien. Le texte souligne que « la Grande-Bretagne empêcha la résistance palestinienne de défendre sa terre » (p.69), ce qui m'a profondément choqué : comment peut-on détruire les habitations d'un peuple tout en le réprimant lorsqu'il tente simplement de les protéger ? La phrase « nous pensions que nous allions rentrer au bout d'une semaine ou deux » (p.79) m'a particulièrement touché, car elle exprime la naïveté tragique d'un peuple croyant encore à une forme de justice. Imaginer la douleur de ceux qui, pensant fuir temporairement, ne sont jamais revenus, est particulièrement touchant. Cependant, dans le cadre d'un ouvrage historique portant sur ce conflit, j'ai été déçu par la manière dont la souffrance des deux peuples est présentée. Le récit de l'un ou de l'autre oriente notre compassion vers un seul camp, laissant dans l'ombre la douleur de l'autre. Or, comprendre ce conflit nécessite d'entendre toutes les voix ; en ce sens, je pense que la construction de l'ouvrage ne permet pas véritablement d'atteindre ce but.

La Nakba révèle également une asymétrie profonde dans le récit entre les Israéliens et les Palestiniens. Ainsi, la phrase « toute forme de résistance palestinienne n'était que terrorisme » (p.69) illustre l'injustice des jugements : ce qui est perçu comme héroïque chez les uns devient criminel chez les autres. Par la suite, l'injonction « il faut détruire les poches arabes » (p.75) et la destruction de 418 villages traduisent une logique d'épuration et d'effacement systématique. Ce passage m'a profondément interpellé : comment peut-on qualifier de terroristes des individus refusant de quitter leur pays ? En effet, le terrorisme désigne tout acte destiné à tuer ou blesser grièvement un civil pour atteindre un but politique, et correspondrait davantage à ce que font les Israéliens lors de la Nakba contre les civils palestiniens.

Dans le récit palestinien, j'ai pu avoir accès à de nombreuses descriptions des camps de réfugiés : « cabanes en zinc », « vingt à trente familles par cabane » (p.83) soulignant

une réalité pas évoquée dans le récit israélien et qui pourtant entraînera la mort de plusieurs civils. Les paroles d'une chanson traditionnelle irakienne « celui qui perd son pays, où peut-il le retrouver ? » m'ont profondément marqué : elles résument parfaitement selon moi le sentiment d'errance et de perte d'identité durant l'exil. Pourtant, malgré cette misère, la résistance demeure : « assoiffés et impatients, nous avons une ambition malgré notre misère » (p.89). Cette phrase m'a touché, car elle souligne que même dans l'exil, leur combat persiste ; non pas d'une manière héroïque, mais bien à bout de forces. Le peuple palestinien devient alors le symbole d'une humanité qui refuse de mourir.

La première Intifada de 1987 est présentée ici comme une réaction directe à l'oppression subie par les Palestiniens. Samiha Khalil écrit : « Ils pensaient que notre cause était perdue, qu'ils s'étaient débarrassés de nous une fois pour toutes », puis « mille fois nous leur avons dit : Non ! » (p.97). Ces vers ne se contentent pas d'exprimer la colère : ils montrent que la résistance naît d'une injustice et que la responsabilité incombe clairement à Israël. Le choix narratif de Khalil souligne que l'Intifada n'est pas un geste de vengeance gratuite, mais une réponse face à un contexte d'occupation et de marginalisation que les Palestiniens ne veulent plus subir. Cependant, je trouve que cette représentation peut donner l'impression d'une résistance parfaitement unifiée et organisée, alors qu'en réalité, l'Intifada, et même les actes de résistance qui ont précédé cette dernière, comportaient de nombreuses actions spontanées et parfois même désordonnées, reflétant autant la frustration que la détermination du peuple palestinien.

Le texte évoque également juste après les conséquences désastreuses de la répression israélienne à cette résistance : « 2000 Palestiniens tués, 110 000 emprisonnés, 500 maisons détruites » (p.109). Ce déséquilibre m'a choqué : comment parler d'affrontement entre la population et l'armée israélienne quand la disproportion est si flagrante ? Cette asymétrie est également palpable à travers la forme que cette Intifada prend : les Palestiniens jettent des pierres face à des chars, comme en témoigne par ailleurs une célèbre photographie qui m'a toujours beaucoup touché mettant en scène Faris Odeh. Cette image, devenue symbole, illustre toute la disproportion de ce conflit, avec de la chair contre du métal, et sera d'ailleurs reprise dans la culture populaire, telle qu'ici dans les paroles de la chanson intitulée « L'enfant des guerres » de Saez : « un enfant contre un char, si tel est mon destin, face aux hordes barbares ».

La déclaration d'indépendance de 1988 (p.115) clôt le récit sur une note d'espoir, avec la volonté de bâtir un État arabe fondé sur « la justice sociale et l'égalité ». Ces mots mettent en avant des valeurs fortes et universelles, mais ils restent en grande partie théoriques : le récit ne prend pas en compte le conflit majeur avec la population juive et l'inégalité concrète qui en découle. Comment espérer une justice sociale sans proposer de solutions au conflit israélo-palestinien ? Ainsi, le texte célèbre de belles valeurs tout

en restant partiel dans sa représentation du réel. Par la suite, le poème *Lève-toi, les pierres se sont levées*, qui évoque « le récit d'une génération de jeteurs de pierres », m'a beaucoup plu et clôture sur une belle note le récit palestinien, qui sera pourtant, on le sait trop bien, encore semé de drames.

Finalement, la lecture du récit palestinien d'*Histoire de l'autre* m'a montré que l'histoire peut aussi être un espace de lutte pour la reconnaissance. Pour les Palestiniens, écrire, c'est déjà affirmer une existence. Ce texte m'a fait comprendre que leur mémoire ne vise pas seulement à rappeler un passé, mais aussi à reconstruire une identité longtemps niée. Cependant, cette lecture m'a également conduit à réfléchir aux limites de tout discours mémoriel : à force de vouloir réparer une injustice, un récit peut parfois en occulter d'autres, comme celle de la Shoah, et devenir à son tour partiel. J'ai lu le récit palestinien après celui israélien, ce qui m'a permis de percevoir les incohérences et les divergences entre ces deux visions de l'histoire. J'ai alors tenté de les analyser avec justesse, mais ce travail m'a rappelé combien il est difficile d'adopter une réelle neutralité sur un conflit aussi douloureux et contemporain.